

Opinion | Une mise à jour rapide du mandat de la BCE s'impose

L'objectif d'un retour à 2 % d'inflation à moyen terme n'est ni réaliste à court terme, ni souhaitable à moyen terme, explique Stéphane Faure.

Un objectif réellement maîtrisé à 3 ou 4 % aurait en revanche de nombreux avantages.



Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), le 12 octobre 2022. (Matthew Lloyd/Bloomberg)

Par **Stéphane Faure** (Directeur d'Astyrian Patrimoine)

Publié le 23 oct. 2022 à 16:00 | Mis à jour le 23 oct. 2022 à 16:05

Non, la BCE n'est pas obligée d'imiter la Fed. Elle peut définir une stratégie plus en adéquation avec les objectifs européens et la situation du continent : instabilité sociale supérieure, spreads de taux entre pays, transition énergétique à financer pour assurer

son indépendance et maîtriser ses coûts, nombreux projets à financer pour assurer sa souveraineté, compétitivité à améliorer.

En l'occurrence, l'objectif d'un retour à 2 % d'inflation à moyen terme n'est ni réaliste à court terme, ni souhaitable à moyen terme. **Que l'augmentation des taux soit nécessaire en Europe pour éviter un emballement de l'inflation** et dans une logique de normalisation de la politique monétaire, sans doute. Ceci en complément d'une meilleure organisation des marchés de l'électricité et de boucliers tarifaires qui semblent tout à fait adaptés pour limiter les effets des pics d'inflation importés.

L'argument inégalitaire ne tient plus

Cependant, la BCE pourrait en parallèle changer son objectif d'inflation cible à 3 % ou 4 % en moyenne. A court terme, cela impliquerait certes une remontée des taux, mais pas aussi violente, ni aussi poussée que celle appliquée par la Fed. Une moindre remontée des taux qui permettrait de ne pas faire plonger l'Europe en récession et qui permettrait de financer des projets vitaux pour la souveraineté Européenne.

La réalité est qu'un changement de paradigme (le financement de la transition énergétique et le passage de la mondialisation à la démondialisation) justifie une inflation supérieure en Europe. Il conviendrait maintenant de l'acter au niveau du mandat de la BCE, la revue stratégique de la BCE (juillet 2021) s'avérant aujourd'hui dépassée.

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE - Des marchés de plus en plus vulnérables face à la remontée des taux**

Certains défenseurs d'une lutte active contre l'inflation évoquent son caractère inégalitaire, l'argument consistant à dire que l'inflation touche principalement les bas revenus. L'argumentaire valable dans les années 1970 quand tous les salaires étaient indexés sur l'inflation ne l'est plus en 2022. De nos jours, l'indexation automatique du SMIC et des prestations sociales protègent au contraire les plus faibles revenus au détriment de la classe moyenne et des plus riches. Pas d'injustice sociale donc à laisser s'installer une inflation supérieure à 2 % (dès lors qu'elle reste maîtrisée).

Acceptons la dévaluation qu'elle implique

Soyons clairs, l'inflation n'est pas la panacée, c'est cependant la moins mauvaise des solutions pour réduire les dettes accumulées depuis 40 ans et in fine assainir l'économie européenne tout en lui donnant les moyens d'investir. Si plus d'inflation signifie une dévaluation de l'euro par rapport au dollar, acceptons-le et gérons-le. Cela améliorera la compétitivité européenne dans la compétition mondiale, et facilitera la création des nouvelles filières.

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE La BCE devrait atteindre son taux neutre d'ici à la fin de l'année**
- **DECRYPTAGE La BCE veut s'attaquer aux profits des banques sur leurs dépôts**

Les importations participeront certes un peu plus à l'inflation mais les boucliers mis en place pourraient être maintenus plus longtemps et des importations plus onéreuses seraient un puissant levier de relocalisation, source de développement économique, d'emploi et de souveraineté.

Pour financer la transition écologique aussi

Pendant la meilleure période des trente glorieuses (entre 1960 et 1971), La France a su gérer sans problème une inflation à plus de 4 % en moyenne. **L'inflation (dès lors qu'elle n'est pas hors de contrôle) peut être bonne pour l'économie.** Ajuster la cible d'inflation permettrait, enfin, d'éviter de revenir à un scénario déflationniste, le pire des maux, scénario qui deviendrait pourtant possible à terme si la BCE remontait trop vite et trop fortement ses taux. Cerise sur le gâteau, cette cible d'inflation réajustée pourrait, en limitant la hausse des taux, nous éviter un krach financier pas forcément souhaitable dans le contexte actuel !

Seuls des taux raisonnables permettront d'investir dans les nouvelles infrastructures énergétiques dont l'Europe a besoin pour assurer à la fois sa souveraineté énergétique et maîtriser l'inflation du poste « énergie ».

Autant d'éléments qui militent pour une mise à jour rapide du mandat de la BCE.

Stéphane FAURE est président d'Astyrian Patrimoine

Stéphane Faure

